

Chronique

INTERNATIONALE

Ces 750 milliards d'euros qui rendent les Bourses "euphoriques"

Christel Keiser

A peine annoncé le plan d'« aide » de 750 milliards d'euros aux pays européens en difficulté, l'euphorie a aussitôt gagné toutes les Bourses dans le monde. Doté d'une enveloppe de 500 milliards d'euros (60 milliards fournis par la commission, 440 milliards de garanties et prêts bilatéraux des Etats membres) et d'une contribution additionnelle du Fonds monétaire international sous forme de prêts, pour un montant pouvant aller jusqu'à 250 milliards d'euros, ce plan est une nouvelle fois destiné à sauver les banquiers et les spéculateurs. L'ordre en est venu de la Maison-Blanche. Barack Obama a appelé personnellement dimanche ses homologues français et allemand pour les sommer de prendre « des mesures énergiques pour redonner confiance aux marchés », déclarant clairement : « Stabiliser l'Europe, ce sera bien pour les Etats-Unis. » C'est « le FMI (qui) va conduire la manœuvre financière dans les mois qui viennent »

"Il ne peut y avoir de consensus pour appliquer la politique du FMI et de la BCE !"

(Le Figaro, 11 mai).

Instrument de l'impérialisme américain, le FMI dicte aujourd'hui directement sa loi aux nations européennes, au nom de la préservation des intérêts des prêteurs !

Aux travailleurs

et aux peuples de payer !

Il ne fait aucun doute, en effet, que l'objectif de ce plan est de généraliser à toute l'Europe le sort réservé aux travailleurs et au peuple grecs. Les gouvernements espagnol, portugais, roumain... ont aussitôt obtempéré, promettant des « mesures supplémentaires d'assainissement budgétaire ». En France, le gouvernement Fillon a annoncé un plan de rigueur sans précédent. Face à cette politique aux conséquences dramatiques pour les travailleurs et les peuples, « il ne peut y avoir de consensus pour appliquer la politique du FMI et de la BCE ! Il ne peut y avoir de consensus pour satisfaire aux exigences des spéculateurs ! » C'est ce que déclarent des syndicalistes portugais et espagnols qui répondent à la proposition de réunir à Berlin une conférence européenne d'urgence, les 19 et 20 juin prochains. La brutalité de l'offensive anti-ouvrière met plus que jamais aujourd'hui à l'ordre du jour la rupture avec le FMI et l'Union européenne, l'annulation de la dette qui étrangle le peuple grec et tous les peuples européens, l'annulation des plans de rigueur.

L'événement



Le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Photo AFP

Grèce, Portugal, Espagne, Roumanie, Italie. Et demain : Angleterre, France... Le Fonds monétaire international dicte sa loi contre les travailleurs et les masses laborieuses.

Le FMI prend les commandes de l'Europe

Jean-Pierre Raffi

Une chose est claire : c'est à une véritable mise sous tutelle de la Grèce par le FMI qu'on assiste aujourd'hui. Et c'est toute l'Europe qui est promise au même sort.

Se déclarant « inquiet de la situation en Europe », le président américain, Barack Obama, a contacté la semaine dernière ses homologues français et allemand.

Le directeur du FMI, le « socialiste » Strauss-Kahn, s'est aussitôt félicité du « plan grec ». Observant que « le Portugal (...) est déjà en train de prendre des mesures », il a déclaré que ces plans « feront l'objet d'un suivi tous les trois mois, et si les mesures prévues n'ont pas été prises, la communauté internationale en tirera les conséquences ».

Les « marchés », la « communauté internationale », dont le « socialiste » Strauss-Kahn se fait le porte-parole, ce sont les banques, les grands groupes industriels et financiers.

Le quotidien britannique *The Independent* (7 mai) ne s'embarrasse pas, lui, de litote : « Les analogies sont criantes, frappantes et même terrifiantes avec 2007-2008. Au lieu de titres sans valeur gagés sur des hypothèques elles-mêmes sans valeur dans le système des "subprimes", nous avons affaire à des titres sans valeur émis par le gouvernement grec adossé à une économie qui n'est rien d'autre qu'un système généralisé de "subprimes". »

Au lieu de la litanie de Wall Street (*Bean Stern, AIG, Merrill Lynch, Fannie Mae, Fanny Mac et bien sûr Lehman Brothers*), nous avons la liste de grandes nations au passé glorieux qui sont la cible des marchés, suivant la méthode maintenant consacrée des prédateurs qui s'attaquent d'abord aux mail-

lons les plus faibles : Grèce, Portugal, Espagne, Irlande, Italie et sans doute Angleterre. » Ajoutons-y la France... et d'autres en Europe.

La même semaine, sous la pression du FMI et de l'Union européenne, c'est la Roumanie qui annonce une réduction draconienne des salaires et des retraites. Les salaires du secteur public seront amputés de 25 %, tandis que les allocations de chômage et les retraites baisseront de 15 % à partir du 1^{er} juin.

« Tous les salaires seront affectés, y compris le salaire minimum, et il y aura des suppressions de postes », a déclaré le président roumain, Traian Basescu.

Au Portugal, après avoir vu sa note rétrogradée le 27 avril par l'agence de notation Standard & Poor's et menacé d'une nouvelle dégradation par l'agence Moody's, le Premier ministre PS, José Socrates, a annoncé de nouvelles mesures d'austérité renforcée.

Le gouvernement avait déjà imposé le gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2013 et le plafonnement de nombreuses prestations sociales, notamment des allocations de chômage, provoquant grèves et manifestations. Le FMI exige d'aller encore plus loin.

L'Italie, à son tour, est confrontée à l'offensive des marchés et aux injonctions du FMI.

L'Italie est « un des maillons faibles de la zone euro, car elle a une dette très élevée et une croissance structurellement très faible. Les gens se méfient donc de la dette italienne, car ils se demandent comment il sera possible, dans une telle situation, d'assurer la solvabilité », explique un analyste financier.

Le gouvernement italien a déjà mis en œuvre, lui aussi, une politique de réduction des dépenses publiques, mais, là encore, le FMI en veut davantage. « L'effort

La "communauté internationale" dont le directeur du FMI, le "socialiste" Strauss-Kahn, se fait le porte-parole, ce sont les banques, les grands groupes industriels et financiers

à fournir devra cependant être plus important, car la correction budgétaire permettra de tenir cet objectif représenté 1,6 % du PIB, soit environ 25 milliards d'euros, sur les années 2011-2012 », déclare un autre analyste financier.

Et ce sont les mêmes arguments qu'on nous sert en France pour imposer la contre-réforme des retraites et la politique de gel des dépenses publiques que vient d'annoncer pour trois ans le Premier ministre, François Fillon. Face à cette brutale agression, les travailleurs grecs se sont à nouveau massivement mobilisés dans la grève générale le 5 mai dernier.

Ils étaient près de 200 000 dans les rues d'Athènes (un lecteur s'étonne qu'en France, la presse ait parlé de « 30 000 selon la police » ; même la police grecque, écrit-il, n'a pas osé minorer à ce point cette manifestation unie des principaux secteurs de la vie économique du pays, annonçant, elle, 100 000 manifestants). Ils ont assiégé durant une heure le Parlement, avant d'être violemment repoussés par les forces de l'ordre.

S'adressant en larmes aux policiers, une manifestante du secteur privé demande : « Pourquoi faites-vous cela ? » « Pourquoi pleurez-vous ? », lui demande un policier. « Parce qu'on me vole mon pays, mon avenir, celui de mes enfants », répond-elle.

A ses côtés, une vieille femme crie : « Dehors les voleurs ! Dehors le FMI », ajoutant : « La droite m'a volé ma jeunesse (en référence à la dictature des colonels, qui l'avait jetée en prison) et la gauche me vole ma vieillesse en me prenant ma retraite. Je serai tous les jours dans la rue. »

Correspondance

Avec le FMI, voilà le "superavit fiscal primario" et la "loi de responsabilité fiscale" qui débarquent en Europe...

Lettre d'un militant ouvrier brésilien, Markus Sokol, membre du directoire national du Parti des travailleurs du Brésil.

Je viens de lire le contenu du plan d'austérité du gouvernement français, qui gèle les dépenses durant au moins trois ans, sauf celles concernant le paiement de la dette. Cela a attiré mon attention. Je voudrais vous faire part de ma réflexion. C'est nouveau pour vous, mais pas pour nous. En réalité, il y a quinze ans, on avait des difficultés à traduire la notion de « superavit fiscal primario » appliquée par le gouvernement brésilien sur injonction du Fonds monétaire international. Cette notion n'existait pas dans la prétendue science économique, dans aucune école, dans aucun manuel.

Le mot « superavit » existe. La notion de « résultat primaire » aussi, ainsi que celle, évidemment, de « budget fiscal ». Mais le mécanisme du « superavit fiscal primario », non. Cette notion a été introduite successivement par le FMI en Argentine, au Brésil et au Mexique, au cours de la première moitié des années 1990. Non sans résistances. Dans le cas du Brésil et de l'Argentine, c'est par une loi qui a le même nom qu'a été concrétisé ce mécanisme : « loi de responsabilité fiscale ».

J'ai trouvé le nom de cette loi dans le communiqué Merkel-Sarkozy, l'équivalent de la loi brésilienne.

Il faut dire que même pour la bourgeoisie, l'application de cette loi est plus facile à dire qu'à faire. Il y a d'abord la résistance des masses. Et aussi tout l'ordonnement juridique qui doit changer. Car l'Etat a des contraintes. On peut geler l'exécution du

budget d'une année donnée. Mais il est difficile d'assurer que, des années durant, on paiera toujours d'abord la dette et après les autres dépenses. Car il y a des contraintes. Il y a des traités internationaux, des acquis, des obligations d'Etat, ce n'est pas facile. C'est pour cela que le FMI oblige les Etats — et c'est un aspect de leur destruction — à adopter une espèce de « super-loi », dite

de « responsabilité fiscale », qui menace les maires, les gouverneurs, les présidents, les Parlements de pénalités au cas où ils ne respecteraient pas cette priorité au paiement de la dette.

Je peux vous dire que douze ans après l'introduction chez nous de ce mécanisme, les salaires ont été brutalement comprimés, des services publics ont été taillés en pièces, des travaux publics ont été abandonnés en plein milieu — par exemple, un pont laissé en plan à la moitié de sa construction —, avec la perte que cela peut signifier pour le budget de l'Etat, car les travaux entrepris se dégradent et deviennent inutiles. Mais la dette (c'est-à-dire en réalité les banques et les institutions financières

internationales), elle, est toujours payée. C'est la procédure du FMI : vous voulez de l'argent, O.K., mais il y a des conditions, et comme première condition, ce type de loi qui réorganise le fonctionnement de l'Etat ou de ce qui reste de l'Etat et de la souveraineté nationale, qui ne veut plus dire qu'une seule chose : priorité au paiement de la dette. ■

Il est difficile d'assurer que, des années durant, on paiera toujours d'abord la dette et après les autres dépenses

Le rôle des organisations syndicales est-il de justifier tous les renoncements...

Dans son discours à l'occasion du 1^{er} Mai, Jack O'Connor, secrétaire général du SIPTU (l'un des principaux syndicats de la fonction publique en Irlande), a demandé aux syndiqués d'accepter des licenciements et le gel de leurs salaires, ainsi que de s'engager à ne pas faire grève pendant quatre ans. Il a justifié son appui à un tel

accord passé avec le gouvernement en expliquant qu'il s'agit d'éviter la contagion grecque. La contagion ? Mais la crise grecque est celle de l'Europe tout entière, atteinte d'un mal qui n'est pas « grec », mais qui est celui du système tout entier. Est-ce aux travailleurs de payer ?

... ou de mettre tout en œuvre pour balayer par l'action unie tous ces plans meurtriers ?

Au président roumain, Traian Basescu, qui vient d'annoncer une baisse de 25 % des salaires du secteur public et de 15 % des allocations de chômage, et que les retraites baisseront à partir du 1^{er} juin, déclarant que « ce programme était inévitable », Bogdan Hosu, le secrétaire général de l'un des principaux syndicats du pays,

Cartel Alfa, a rétorqué : « Ces mesures vont pousser la population vers un mouvement social plus fort qu'en Grèce, car ce sont les citoyens qui ont de petits revenus qui vont être affectés », déclarant que sa confédération travaillait à la réalisation dans les plus brefs délais d'une action unitaire d'envergure nationale pour en exiger le retrait.

Grèce : les mesures imposées par le FMI

Les mesures imposées à la Grèce par le plan du FMI s'ajoutent aux précédentes mesures adoptées en mars, pour un montant total de 4,8 milliards, combinant hausses des prélèvements obligatoires et coupes salariales dans la fonction publique :

- réduction de 25 à 35 % des salaires des fonctionnaires par la suppression des 13^e et 14^e mois ; réduction également des montants des retraites du public et du privé ; nouvelle hausse de deux points du principal taux de TVA, de 21 % à 23 % ;

- nouvelle hausse des taxes spéciales sur la consommation, alcool, tabac, carburants (1,8 milliard) ;
- instauration d'une série de nouveaux impôts ;
- réforme des retraites : recul de cinq ans, à 65 ans, de l'âge légal de départ à la retraite pour les femmes, d'ici à 2013 ; allongement de la durée de cotisation à 40 annuités contre 37, d'ici à 2015 ;
- le plan prévoit également de renforcer la flexibilité du marché du travail, de faciliter les licenciements et d'ouvrir à la concurrence une série de professions protégées.

Berlin, 19-20 juin • Conférence ouvrière européenne d'urgence

“Il ne peut y avoir de consensus, aucune concertation, pour appliquer la politique du FMI et de la Banque centrale européenne !”

Réunis à Lisbonne, des militants ouvriers, syndicalistes, de la Péninsule ibérique, répondent à l'appel des militants ouvriers allemands.

Le 9 mai — après la « rencontre pour l'interdiction des licenciements » qui s'était tenue le 27 février dernier —, une réunion de militants ouvriers, syndicalistes, du Portugal et d'Espagne, s'est tenue à Lisbonne. Ils ont débattu de l'appel lancé par des militants et syndicalistes allemands pour une conférence ouvrière européenne d'urgence (19 et 20 juin, à Berlin). Du Portugal, étaient présents une représentante de la CGTP (membre de son conseil national), le président de la direction du Syndicat des professeurs du Grand-Lisbonne (SPGL), un dirigeant du Syndicat national de l'industrie du verre (STIV), une dirigeante du SITESE-UGT et le coordinateur de la Commission de travailleurs du secteur des Douanes — tous participant à titre individuel, en tant qu'invités. Ont participé également à la réunion des syndicalistes de divers secteurs d'activité (professeurs

et autres fonctionnaires, vitriers, ouvriers du secteur chimique, retraités). Ont été lus des messages de soutien envoyés par l'exécutif de la commission de travailleurs d'Autot Europa et d'autres organisations qui n'ont pu être représentées (comme le SITRA-UGT et les commissions de travailleurs de l'Imprimerie nationale-Maison de la monnaie, d'EPAL et de la SAICA). D'Espagne, étaient présents (également à titre individuel) un membre du conseil confédéral national des Commissions ouvrières du secteur de la santé et un membre de la commission exécutive du Syndicat des arts graphiques de la Fédération des services à la citoyenneté. Participaient également aussi deux syndicalistes du secteur de l'enseignement et de l'édition. Dans la réunion, a été adoptée une réponse à l'appel de militants et de syndicalistes allemands pour la conférence de Berlin.

APPEL

“Nous, militants appartenant à différentes organisations de travailleurs — syndicats et commissions de travailleurs, du Portugal et d'Espagne —, sommes réunis le 9 mai à Lisbonne pour répondre ensemble à la lettre des militants d'Allemagne appelant à la tenue d'une conférence européenne d'urgence (...). Chers camarades allemands, vous vous adressez aux travailleurs de toute l'Europe, en particulier à ceux de Grèce, d'Espagne et du Portugal, cibles de la férocité des agences de notation mises en place par les spéculateurs pour nous extorquer la richesse produite de notre travail, en sacrifiant par là même les emplois, les droits, les services publics et les bases de la démocratie et de la souveraineté nationale (...).

En Espagne, les principales industries ont été déjà détruites (la sidérurgie, la construction navale, le textile et l'électronique) et la moitié des exploitations agricoles ont disparu. Il y a 4,5 millions de chômeurs, dont plus de la moitié des jeunes.

Le Portugal est une nation en ruine, avec son appareil productif et son marché national pratiquement détruits, conséquence de l'application des mesures dictées par l'Union européenne. Et maintenant, c'est la réduction drastique du coût du travail par les licenciements en masse, la précarité et la réduction des indemnités de chômage (...). Les gouvernements craignent la réponse des travailleurs et de la population à cette offensive, et, pour cela, tentent — à tout prix — de lier nos organisations à leur application, sous la forme de consensus et d'accords, en jouant soit avec les unes, soit avec les autres.

Mais il ne peut y avoir de consensus, aucune concertation, pour appliquer la politique du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne !

Il ne peut y avoir de consensus pour extorquer davantage d'argent aux peuples de chaque pays, pour satisfaire les exigences des spéculateurs, sous toutes les formes, y compris celle des prêts au gouvernement grec, avec la condition qu'il s'engage à provoquer la plus grande attaque contre le peuple travailleur et la nation grecque. Il ne peut y avoir le moindre consensus de nos organisations ouvrières avec les gouvernements qui mènent une attaque d'une telle ampleur, détruisant toutes les conquêtes sociales, la production de richesse, la démocratie et la souveraineté de nos pays. Le consensus entre les travailleurs et leurs organisations est celui de la recherche des voies du front unique dans le combat pour défendre nos emplois, la Sécurité sociale, l'école publique, les systèmes de santé et tous les autres services publics, tout comme les conquêtes sociales de l'administration publique (...).

Comme vous le dites, chers camarades allemands, “jamais nos destins n'ont été aussi intimement liés” ; liés dans l'action pour chercher le front unique de toutes les organisations de travailleurs, indépen-

damment du courant syndical ou politique où elles se situent, mais partageant toutes le même objectif : défendre l'indépendance des organisations ouvrières, défendre les emplois avec des droits, les pensions de retraite, les indemnités de chômage et toutes les autres aides sociales, l'école publique, les systèmes de santé et de justice, tout comme les autres services publics, en rejetant les « programmes de stabilité et de croissance » (PEC), pour ouvrir la voie à la construction des bases de l'Union libre des nations souveraines d'Europe.

C'est avec cette conviction que nous répondons positivement à la conférence que vous proposez, en la rendant publique parmi les travailleurs et les organisations de nos pays, et en tâchant de l'enrichir avec les contributions que nos délégués présenteront dans la conférence. »

Premiers signataires

Adélia Mendes Gatoeiro (déléguée syndicale du STIV, dans l'entreprise Santos Barosa) ; António Aires Rodrigues (POUS) ; Ana Tavares da Silva (professeur, SPGL) ; António Castela (*) (coordinateur de la commission des travailleurs du secteur des Douanes) ; Carlos Melo (SBSI) ; Carmelinda Pereira (dirigeante du POUS) ; Daniel Gatoeiro (ouvrier chimiste) ; Dori Martin (travailleuse du secteur éditorial, UGT de Madrid) ; Emanuel Rodrigues (professeur retraité) ; Fátima Martins (*) (militante PS, dirigeante de la SITESE-UGT) ; Francisco Cepeda Gonzalez (*) (commission exécutive du Syndicat des arts graphiques de la Fédération des services à la citoyenneté, CCOO de Madrid) ; Helena Carvalho (SINTAP) ; Jaime Crespo (Bloc de gauche, SPGL) ; Joaquim Pagarete (*) (commission de coordination des retraités du SPGL) ; José Ferreira (travailleur de la TAP) ; José Marques Guimarães (STE) ; José Santana Henriques (retraité du Cercle de lecteurs) ; José Simões (vitrier) ; Luis González (*) (conseil confédéral national des CCOO, secteur de la santé, Séville) ; Pepi Afonso (professeur, CCOO de Madrid) ; Rosa Pereira (professeur retraité).

(*) A titre individuel.

Document



Soutenez financièrement la Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation qui se tiendra à Alger les 28 et 29 novembre prochains. Pour vous procurer l'appel à cette conférence et ce bon de soutien, adressez-vous aux militants du POI de votre connaissance ou écrivez à POI, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75 010 Paris.